

La gauche républicaine en échec scolaire

En 1984, cédant à la pression de la rue, François Mitterrand renonçait au projet d'unifier l'enseignement en un grand service public. En 1989, deux lycéennes de Creil ont réussi à ébranler la gauche laïque.

PAR GUY KONOPNICKI

Jamais l'on n'avait vu autant d'enseignants de l'école publique à l'Assemblée nationale. Ils formaient la profession la plus représentée parmi les députés élus à la faveur de la vague rose qui avait suivi la victoire de François Mitterrand, le 10 mai 1981. Le Premier ministre, Pierre Mauroy, fils d'instituteur, affichait un

qui avaient massivement voté à gauche, attendaient une véritable renaissance, l'Éducation nationale ayant été définie comme la priorité absolue dans le programme commun du PS, du PCF et du MRG. Le ministre de l'Éducation nationale, Alain Savary, ne tarda pas à les décevoir en présentant, en octobre 1983, une loi visant à unifier le service public d'enseignement, par l'intégration des professeurs de l'enseignement privé. Le financement par l'État des professeurs du privé fit frémir les syndicalistes ainsi que nombre de dirigeants du PS, dont Jean Poperen, professeur et historien de la Révolution française, avant de devenir député du Rhône. La discipline du parti de gouvernement étant ce qu'elle était, le PS fut invité à suivre sans états d'âme. La loi Savary cherchait à établir la paix scolaire, et ce fut la guerre. Le chanoine Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, sonna le tocsin. Des fonctionnaires d'État dans les écoles « libres », ce n'était pas acceptable. Pour la droite, RPR et UDF, qui peinait à trouver sa place dans l'opposition, ce fut l'occasion de prendre l'offensive. De janvier à mars 1984, les parents d'élèves et les enseignants des écoles privées organisèrent des manifestations massives dans toute la France, puis un rassemblement national devant le château de Versailles, le 4 mars. Le choc symbolique fut violent, la gauche croyait pouvoir dénoncer les « Versaillais », comme s'il s'agissait des héritiers des Bourbon ou de Monsieur Thiers, massacreur de la Commune de Paris. Mais il y eut 500 000 manifestants selon le ministère de l'Intérieur, 800 000 sur la première page du *Figaro*, qui citait le chiffre des organisateurs. La tribune fut réservée aux responsables de l'enseignement privé et aux représentants du clergé, dont le très populaire arche-

vêque de Paris, Jean-Marie Lustiger. Sur le côté, la droite était au grand complet, Jacques Chirac et les jeunes loups du RPR, l'inévitable Michel Debré, la tendance chrétienne-démocrate de l'UDF, bien sûr, Jean Lecanuet et ses émules, Pierre Méhaignerie et Jacques Barrot, les giscardiens groupés autour de l'ex-première dame, Anne-Aymone Giscard d'Estaing. Pour la première fois, le Front national s'insère dans une manifestation de masse, fédérant, autour de Jean-Marie Le Pen, les diverses tendances du catholicisme intégriste. On n'avait pas vu pareille manifestation des cléricaux depuis 1905. Ce n'était pas fini, une foule innombrable déferla à Paris le 24 juin 1984. Dans ces manifestations, on entendait quelques cantiques, mais la foule reprenait surtout un hymne à la liberté, sur l'air des esclaves hébreux du *Nabucco* de Verdi. On lisait bien sur les banderoles des slogans tels que « Nous voulons Dieu dans nos écoles », mais au-delà du cléricisme, les manifestants exigeaient surtout d'avoir le choix de l'école pour leurs enfants. La dégradation de l'enseignement public se faisait déjà sentir et, sur fond de montée du chômage, les parents s'inquiétaient de l'avenir de leur progéniture. Il importait moins de choisir entre l'école laïque et l'enseignement des curés que de trouver les filières scolaires de la réussite sociale. L'école laïque, dispensant les savoirs et formant le citoyen, se voyait sommée de laisser la place à des formations permettant d'accéder à l'emploi.

La « génération Mitterrand »
Le retrait de la loi Savary scella la fin de l'union de la gauche. Pierre Mauroy quitta Matignon, Laurent Fabius forma un gouvernement sans ministre communiste. Le PS, ou plutôt, le président

ALAIN SAVARY
MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE 1981-1984



FRANÇOIS MITTERRAND en mai 1981.

parcours emblématique : professeur de l'enseignement technique, il avait fait ses premières armes à la FEN, avant de présider les foyers Léo-Lagrange, association laïque s'il en fut. Les enseignants,



24 juin 1984 : 1 million de personnes manifestent à Paris pour défendre l'enseignement privé face au projet Savary.

François Mitterrand, prépara sa revanche, en changeant de culture. Le FN avait surfé sur la vague en défendant l'école privée et, surtout, en pointant la dégradation des écoles et collèges publics, sur fond de diversité d'origines des élèves. La gauche répliqua en lançant un mouvement sympathique de jeunesse, SOS Racisme, qui revendiquait la diversité. Il rassembla la jeunesse, place de la Concorde, non pour faire entendre des discours politiques mais pour un grand concert rock présenté par Coluche. Politiquement, le mouvement était ambigu et contradictoire, « Touche pas à mon pote » répliquait au racisme mais en esquivant la question de l'intégration. Une France « melting-potes », à l'américaine, ou l'intégration républicaine des enfants d'im-



Attentat rue des Rosiers. En 1982, le terrorisme venait d'ailleurs.



Les collégiennes voilées de Creil.

migrés ? Dans les conseils des parrains de SOS Racisme, auquel l'auteur de ces lignes participait, la question ne fut jamais tranchée. En vérité, l'ambiguïté était la base du succès. Derrière Harlem Désir comme emblème, Julien Dray naviguait à vue. La garde rapprochée de François Mitterrand faisait le reste, SOS Racisme enfanta la « génération Mitterrand », assurant la réélection du Président, sur fond d'idées généreuses mais floues.

Une gauche fracturée

Un an après l'élection de Mitterrand II, alors que craquaient les frontières européennes héritées de la Seconde Guerre mondiale, l'islamisme fit son entrée dans la vie politique française. Il y avait bien, depuis 1980, des attentats meurtriers, mais ils venaient de groupes extérieurs, des Palestiniens pour la synagogue de la rue Copernic et le restaurant Goldenberg, des Syriens, Libyens ou Iraniens pour les autres. Officiellement, le principal danger totalitaire en France venait du racisme,

donc du fascisme. Or, en octobre 1989, trois élèves arrivèrent au collège, à Creil, dans l'Oise, la tête recouverte d'un foulard. Comme ces collégiennes refusaient de se dévoiler en classe, le principal de l'établissement, qui n'était pas un « mâle blanc », prononça une exclusion disciplinaire. Harlem Désir cria aussitôt à la discrimination, Julien Dray, devenu député PS de l'Essonne, lui emboîta le pas. L'avocate et militante féministe Gisèle Halimi démissionna de SOS Racisme. Élisabeth Badinter signa une pétition contre le voile, signe de soumission des femmes. La gauche se fractura entre laïques et antiracistes, ainsi que SOS Racisme, dont les dirigeants véritablement issus de l'immigration, comme Malek Boutih, prendront bientôt position contre le communautarisme. De son côté,

François Mitterrand estima qu'il n'avait pas à donner son avis sur le vêtement des collégiennes. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, sollicita l'avis du Conseil d'État avant de signer une circulaire laissant aux chefs d'établissement la responsabilité d'accepter ou non une élève voilée. Si la métaphore qui faisait des enseignants les hussards noirs de la République était encore de saison, on aurait pu dire que leur général venait de les abandonner en rase campagne. Ce n'était rien encore. Une partie de la gauche a, depuis, abandonné la laïcité, quand elle ne l'a pas combattue, au nom du « vivre ensemble », néologisme substitué à la République, où la mosaïque des communautés et des religions coexiste, plutôt que de former une communauté de citoyens. L'abandon s'est mué en trahison, la laïcité républicaine a subi une étrange défaite, l'expression de Marc Bloch s'impose, quand les chefs se rendent sans combattre, sans plus de considération pour la piétaille de première ligne. ■